

Foulard, laïcité et racisme

Par Antoine Boulangé

A la rentrée 2003, deux jeunes filles, Alma et Lila, ont été exclues d'un lycée à Aubervilliers pour avoir porté un foulard musulman. Cette nouvelle « affaire du foulard » a relancé le débat qui existe depuis une quinzaine d'années sur la place de l'islam à l'école et plus largement dans l'ensemble de la société.

A propos de cette exclusion, Raffarin « a affiché une fermeté qu'il veut sans faille : « A l'école, la République doit s'imposer à la foi et on l'a vu récemment, elle en a les moyens », a-t-il déclaré dans une allusion à l'exclusion de deux élèves d'un lycée de Seine-Saint-Denis qui refusaient d'ôter leur foulard dans l'enceinte de l'établissement »[1]. Le gouvernement Raffarin parle depuis plusieurs mois d'un projet de loi sur la laïcité et sur la question de la religion à l'école. Comme le reconnaît Alain Juppé, c'est la question de l'islam spécifiquement qui est concernée : « Les extrémismes religieux sont une menace pour la République. On ne peut pas accepter le port d'insignes ostentatoires. Le législateur doit prendre ses responsabilités sur le port du foulard islamique »[2]. Certains députés de droite disent même explicitement qu'il faut interdire le foulard en particulier, non seulement à l'école, mais aussi dans les lieux publics et dans la rue. Claude Imbert, éditorialiste au Point, a même osé déclarer : « Il faut être honnête. Moi, je suis un peu islamophobe. Cela ne me gêne pas de le dire. (...) j'ai le droit, je ne suis pas le seul dans ce pays à penser que l'islam - je dis bien l'islam, je ne parle même pas des islamistes - en tant que religion apporte une débilite d'archaïsmes divers, apporte une manière de considérer la femme, de déclasser régulièrement la femme » et « en plus un souci de supplanter la loi des Etats par la loi du Coran, qui en effet me rend islamophobe. »[3]. Effectivement, il n'est pas le seul islamophobe puisque le Haut conseil à l'intégration, institution dont il fait partie et qui est censée s'occuper de la place des immigrés en France, lui a apporté son soutien et personne à droite n'a condamné cette déclaration.

Pour le gouvernement cette offensive contre l'islam fait partie d'une attaque raciste qui vise à stigmatiser les immigrés, trouver un bouc émissaire afin de détourner l'attention des véritables problèmes. Ceci est particulièrement important dans l'éducation. En effet, ce secteur a été la pointe la plus avancée du mouvement de grève contre la politique de Raffarin, et en 2000 les grèves enseignantes avaient poussé Allègre, le ministre socialiste, à la démission. Depuis plusieurs années, c'est un secteur essentiel de la résistance. Le gouvernement tente de reprendre l'avantage en faisant de la question du foulard un facteur de division entre les élèves, les enseignants, les parents : « Diviser pour mieux régner ». Polariser l'attention sur le foulard permet d'occulter les véritables problèmes de l'école : inégalités sociales, chômage, précarité, discrimination et démantèlement du service public, au lieu de les affronter. « L'idée d'une loi interdisant le port du foulard à l'école est un prolongement de l'offensive xénophobe et sécuritaire de Sarkozy. La stigmatisation de la population musulmane, immigrée ou issue de l'immigration, depuis longtemps accusée d'être responsable du chômage et de la délinquance, s'est renforcée depuis le 11 septembre, avec le fantasme d'un 'complot terroriste fomenté dans les cités de banlieues' »[4].

De plus, le contexte global dans lequel cette question est posée est fondamental. Pour justifier la guerre sans limites, Bush fait de l'islam et des musulmans le prétexte d'une nouvelle « croisade ». Cette propagande permet de masquer les véritables raisons et enjeux de cette guerre sans limites, qui sont en réalité la continuation de la guerre économique. Mais imposer ce nouvel « ordre impérial » signifie aussi casser les résistances, diviser les peuples, utiliser le racisme. Sous des formes différentes, les gouvernements européens adoptent progressivement la même logique que les USA : moins de social, plus de sécuritaire, les pauvres et les immigrés deviennent les cibles à mater. Pour justifier les budgets croissants consacré au militaire et au sécuritaire (en 2004 : 400 milliards de dollars aux USA, 87 milliards de dollars supplémentaires rien que pour l'Irak[5] - 42 milliards d'euros en France en augmentation de 3,9 % (90 milliards d'euros d'investissements supplémentaires pour 2003-2008[6]), il faut trouver une justification. Pendant la guerre froide, la « menace communiste » servait de justification pour les classes dirigeantes. Après la chute du mur de Berlin, il en faut une nouvelle. L'islam joue ce rôle pour Bush et les classes dominantes occidentales : « Qui n'est pas avec nous est avec les terroristes »[7]. Dans les jours qui suivirent le 11 septembre, plusieurs milliers de musulmans furent inquiétés aux USA, en un mois plus d'une centaine de mosquées furent saccagées ou incendiées. En France aussi on assiste à une montée régulière ces dernières années des actes anti-musulmans[8].

A propos du foulard à l'école, il faut au contraire défendre le droit à l'éducation de ces jeunes filles. Comme le dit Pierre Tévanian, « S'opposer à l'exclusion d'Alma et Lila est une évidence. L'école publique doit être ouverte à tous... Si l'école laïque se met à choisir son public, et à dire que tel public n'est pas assez laïc pour avoir droit à l'école, elle n'est plus laïque, elle est réservée à certains élèves » [9]. Ce n'est malheureusement pas cette position qui domine aujourd'hui à gauche. Fabius, Lang et la quasi totalité du PS se sont prononcés pour l'interdiction du foulard à l'école, ce qui n'est pas surprenant quand on sait qu'ils ont fait quasiment la même politique que la droite

au gouvernement, n'hésitant pas à utiliser l'arme du racisme pour faire passer leur politique libérale. Par contre, il peut paraître plus surprenant que la gauche radicale soit divisée sur cette question. A Aubervilliers, ce sont des enseignants de Lutte ouvrière qui ont déclenché la campagne pour exclure Alma et Lila. La LCR est aussi traversée par ce débat. Un membre de sa direction, enseignant d'Alma et Lila, a voté leur exclusion lors du conseil de discipline, mais la position de l'organisation n'est pas aussi tranchée et un débat s'est ouvert sur cette question dans l'organisation, certains de ses membres et les JCR s'opposant clairement aux exclusions.

La gauche radicale, les enseignants qui ont fait grève contre la casse du service public ne sont bien sûr pas devenus racistes et réactionnaires, ils continuent à combattre le gouvernement, à lutter contre le racisme, à manifester pour les sans-papiers. En fait, il règne une grande confusion sur cette question. Ceux qui soutiennent les exclusions s'appuient sur deux arguments principaux : le foulard serait un instrument de l'oppression des femmes et remettrait en cause la laïcité.

Cette brochure vise à répondre à ces arguments, en partant non des nombreux fantasmes véhiculés sur l'islam en France, mais de sa réalité, qui n'est pas la menace que beaucoup voudraient nous faire croire. Le propre de toute religion, c'est d'être ambiguë : outil de domination pour ceux qui dirigent le système, elle peut aussi être à certains moments un outil de résistance pour les opprimés. L'islam n'est pas homogène, on ne peut confondre l'islam d'Etat au Moyen Orient et l'islam des immigrés en France, qui subissent eux le racisme d'Etat. C'est ce que souligne Olivier Roy, spécialiste de la question : « La plupart des jeunes se radicalisent en Occident. Ceux qui sont associés à un islamisme radical sont pour la plupart des born again muslim. C'est à l'Ouest qu'ils se sont islamisés... Leur contestation est belle et bien moderne, orientée contre l'impérialisme américain, le capitalisme, etc. en un mot, ils ont occupé un espace de contestation qui était occupé, il y a trente ans par la Gauche prolétarienne, il y a vingt ans par Action directe, il y a un siècle par « la bande à Bonnot », etc. Il s'agit d'un espace militant, aujourd'hui abandonné par l'extrême gauche, le seul disponible lorsque ces jeunes ont envie de « casser » le système »[\[10\]](#). Cette brochure se veut donc un outil pour contribuer à élaborer à gauche une position conséquente contre la discrimination que subissent les musulmans, et plus particulièrement les femmes musulmanes en France, afin de combattre toute division raciste et renforcer l'unité de tous ceux qui ont un intérêt à changer ce monde. Le véritable ennemi est ce système, le capitalisme, qui exploite et opprime l'immense majorité de la planète. Il faut donc unir l'ensemble des exploités et opprimés, quels que soient leur religion, leur sexe, si on veut se donner les moyens de changer le monde. C'est en construisant cette unité que l'on pourra construire une véritable alternative politique, que l'islam n'offre pas, qui pourra être le moteur d'un renversement radical de cette société.

I - L'islam en France mythe et réalité

La place de l'islam en France

La population musulmane en France représente entre 3 et 4,5 millions de personnes[\[11\]](#). Pour la plupart, ce sont des immigrés originaires d'Afrique (Maghreb ou Afrique noire) ou des français-es issues de l'immigration. Contrairement à ce que véhicule l'extrême droite, « l'islamisation » de la France est un fantasme. Ce chiffre est relativement stable depuis le début des années 1980. Jusqu'au début des années 1970, l'immigration du Maghreb et d'Afrique noire était principalement constituée d'hommes, qui souvent revenaient dans leur pays après plusieurs années de travail. Mais avec la dégradation tragique de la situation en Afrique depuis les années 1970, avec la crise économique, les attaques libérales, les plans d'ajustement structurels, de plus en plus d'immigrés veulent rester en Europe. Leur installation définitive a formé aussi ce qu'on appelle la « deuxième et la troisième génération ».

L'islam est ainsi devenu la deuxième religion en France. Avec le contrôle de l'immigration et la politique du regroupement familial mis en place par Giscard en 1974, la population immigrée a évolué. La population féminine immigrée ou d'origine immigrée a alors augmenté : des femmes sont arrivées puisque les maris ne retournaient plus au pays mais s'installaient en France, les naissances d'enfants d'immigrés ont formé la deuxième et la troisième génération qui est bien sûr constituée pour moitié de femmes. Leur religion étant pour beaucoup l'islam (qu'ils soient pratiquant ou pas), cela permet de comprendre pourquoi depuis les années 1970 le nombre de femmes musulmanes a augmenté. C'est un des éléments qui peut permettre d'expliquer le nombre plus important de femmes portant le foulard.

Comprendre ce lien entre immigration et religion musulmane est essentiel car cela souligne le fait que toutes les religions ne sont pas à égalité en Occident. L'islam est principalement la religion des immigrés et est victime du racisme, l'islam est une religion opprimée en France.

Racisme et colonialisme

Le racisme s'est développé avec le capitalisme et le colonialisme, l'islamophobie en est le produit : « Il y a un contexte raciste, d'islamophobie, réactivé par le 11 septembre, qui a des racines profondes dans l'histoire coloniale

française. Quand on lit les textes juridiques de 1865, qui justifient le statut d'exception des colonisés, ce n'est pas un racisme biologique mais un racisme culturaliste qui se fonde sur l'appartenance des colonisés au droit musulman décrété « contraire à la morale » [12]. La ségrégation en Algérie était officiellement religieuse. La caractérisation par l'administration française de la population algérienne avant 1962 était « français-musulman » [13]. Le racisme et l'islamophobie jouent ainsi un rôle fondamental en France pour diviser et affaiblir l'ensemble des travailleurs.

Le racisme moderne, avec sa rhétorique des différences culturelles reprend de manière tacite les vieilles notions d'infériorité des races. Pour se développer, le capitalisme repose sur l'exploitation de salariés libres. Mais la classe ouvrière qui vend sa force de travail au capital est elle-même divisée. La production capitaliste repose sur la division du travail (travail manuel et 'intellectuel' parcellisation des tâches de production), chaque travailleur n'est qu'un maillon d'une immense chaîne. Le capitalisme hiérarchise et oppose les travailleurs les uns aux autres en permanence, les travailleurs sont en compétition sur le « marché du travail » [14].

Mais le capitalisme se développe aussi à une échelle globale, au-delà des frontières, et fait appel à des travailleurs de différentes origines nationales. Les capitalistes emploient des travailleurs immigrés car ils en tirent un bénéfice. L'immigration augmente la flexibilité de l'apport de main d'œuvre : on fait venir massivement en France des immigrés d'Afrique dans les années 60 car on manque de bras, le chômage est quasi nul, puis la crise venant, à partir des années 80, on veut alors les renvoyer chez eux. Bien souvent, les immigrés, par leur situation précaire, sont obligés d'accepter des salaires plus bas, des conditions de travail mauvaises...

En fait, l'immigration permet aux capitalistes de baisser le coût de la main d'œuvre pour préserver leurs profits. En septembre 1963, G. Pompidou, alors Premier ministre, déclarait « l'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale » [15]. Marx l'avait déjà souligné à propos des divisions en Angleterre au 19^e siècle entre travailleurs anglais protestants et les immigrés irlandais catholiques : « Cet antagonisme est maintenu vivant artificiellement et intensifié par la presse, les professeurs d'université, (...) en clair par tous les moyens dont dispose la classe dominante. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe est totalement consciente de cela » [16]. L'idéologie raciste est donc cruciale pour les capitalistes et ils doivent la maintenir, tout en la faisant évoluer. Dans les années 1930, on stigmatisait les Espagnols, les Portugais, les Juifs, aujourd'hui ce sont les Arabes, les Musulmans...

La réalité du foulard à l'école

Pour maintenir le racisme, la classe dominante véhicule des préjugés qui ne reposent sur aucune réalité, mais qui font des dégâts sur la conscience de la majorité des gens. C'est ainsi qu'aujourd'hui, on voudrait nous faire croire qu'il y a un problème musulman en France dans les écoles même si c'est en contradiction complète avec la réalité. C'est pour cela qu'il faut démonter les mythes dominants sur le foulard.

Sur 5 millions d'élèves du secondaire, le gouvernement estimait qu'en 1990-1992, il y avait environ 150 cas qui posaient problème. Dans une interview à *l'Humanité* cette année, Anifa Chérifi, médiatrice du gouvernement sur la question, explique qu'il y a eu un « pic » en 1994 avec 300 cas (au moment de l'offensive raciste de Pasqua), mais qu'aujourd'hui, on est revenu à 150 par an [17]. D'autres chercheurs parlent eux d'une centaine. On voit mal comment quelques centaines de jeunes filles pourraient être une menace pour l'école ! Après l'arrêt du Conseil d'Etat de 1989 autorisant le port du foulard à l'école (de manière ambiguë cependant avec l'interdiction des signes « ostentatoires »), celui-ci n'a pas bondi d'une manière spectaculaire. Les études estiment à quelques milliers maximum le nombre de jeunes filles qui portent le foulard à l'école, ce qui reste très minoritaire et aucune étude ne montre une progression récente. Pourtant des organisations de la gauche radicale et révolutionnaire tombent dans ce piège. Par exemple Lutte ouvrière se trompe en reprenant ces contrevérités : le 26 septembre 2003, à propos de l'exclusion d'Alma et Lila à Aubervilliers, LO titrait ainsi : « Le voile à l'assaut des écoles [18] », laissant croire que cela devient un problème majeur, que le port du foulard augmente en flèche. Il faut patiemment expliquer et montrer que cela n'est pas vrai.

Il est aussi fréquemment dit qu'accepter le foulard à l'école, c'est la porte ouverte au « communautarisme », que c'est une remise en cause de l'universalisme républicain. En disant cela, on masque en fait qu'il existe déjà des communautés : dans le 16^e ou à Neuilly, à Louis le Grand ou Henri IV... La société est inégalitaire, constituée de classes sociales qui sont bien réelles. La droite est totalement hypocrite en dénonçant le prétendu communautarisme des musulmans ou des immigrés, alors qu'ils sont les premiers à envoyer leurs enfants dans des écoles privées pour riches où la sélection sociale est forte. La situation inférieure des immigrés dans les sociétés occidentales est la raison principale à la tendance à se replier sur soi. L'histoire des musulmans en France est celle « d'une main-d'œuvre exploitée au travail et souvent surexploitée dans le logement : incluse socialement mais exclue culturellement et politiquement... Les jeunes générations qui en sont issues ont été plutôt exclues socialement... le racisme a marqué un double refus de la part de la société française : socialement et culturellement... cela a pesé très

lourd dans l'affirmation identitaire qu'autorise l'islam : 'Vous dites que je suis différent ? Et bien oui, je le suis, je suis musulman et j'y trouve une force pour vivre et survivre dans cette société' »[19]. Il faut donc s'attaquer aux causes de cette situation, et non s'en prendre aux opprimés eux-mêmes.

On entend aussi beaucoup parler d'une menace islamiste, intégriste dans les mosquées, les banlieues. Cela ne correspond à aucune étude sérieuse. Xavier Ternisien, journaliste au *Monde* a rassemblé ces études et tout démontre le contraire de ce que les médias ou l'ensemble de la classe politique voudraient nous faire croire : « En réalité, toutes les enquêtes de terrain prouvent que les mosquées de France ne sont pas des foyers d'islamisme radical, à quelques exceptions près. Affirmer cela, aujourd'hui, c'est passer pour faire de l'angélisme. Pourtant les faits sont là : les mosquées et salles de prière ne sont pas des lieux de prédication pour la guerre sainte »[20]. Tous les amalgames incessants entre la prétendue dérive islamiste en France et ce qui se passe en Afghanistan ou en Algérie, sont totalement infondés. Ils ne partent pas de la réalité mais de présupposés idéologiques ou politiques, et ne permettent pas de comprendre la nécessité de s'opposer ici à la répression organisée par l'Etat français des jeunes musulmanes.

Par exemple, il y a tout un courant intellectuel autour de Bernard-Henri Levy, Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff que l'on entend beaucoup dans les médias qui se présente comme démocrate, progressiste et qui aujourd'hui milite pour l'exclusion des jeunes filles musulmanes. En réalité, derrière cette façade respectable, ressort leur racisme anti-arabes lié à leur soutien inconditionnel à la politique coloniale de l'Etat d'Israël : « Il est frappant d'observer que les plus engagés en faveur de l'interdiction du voile à l'école sont aussi ceux qui ont accueilli avec bienveillance le brûlot raciste et islamophobe d'Oriana Fallaci. Alain Finkielkraut et Pierre-André Taguieff ont fait preuve d'une grande indulgence pour ce livre abject – Bernard-Henri Levy, lui, l'a condamné sévèrement, considérant que c'était la forme qui était excessive. »[21].

Un contexte d'attaques contre les musulmans

Depuis le 11 septembre 2001, l'amalgame « islam = intégrisme = terrorisme » a été réactivé. Lors de l'explosion de l'usine chimique AZF à Toulouse, quelques jours après l'attentat de New York, Hassan Jandoubi, salarié de l'usine, tué dans l'accident, est accusé d'avoir commis un attentat car il porte « deux pantalons superposés et quatre sous-vêtement, deux slips et deux caleçons », cette tenue rappelant la « mythologie des soldats kamikazes »[22]. Durant quelques jours, cette information est déversée par tous les journaux, toutes les chaînes télé. Les journalistes se succédaient devant la mosquée que Hassan fréquentait, ils nous expliquaient que l'imam étaient un dangereux islamiste. Tout ceci n'était que du mensonge qui détournait les pistes de la responsabilité de Total dans l'accident et renforçait le racisme anti-musulman.

Le même type de manipulation de l'opinion se reproduit régulièrement. En décembre 2002, Sarkozy lança une série d'arrestations dans les « réseaux islamistes » à La Courneuve, Romainville, Bondy... Nouvelle propagande pour nous faire croire que Ben Laden est à nos portes. Au même moment, tous les médias parlent de la découverte d'une tenue NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) en Seine-Saint-Denis. Des attentats islamistes auraient été en préparation. Il s'est avéré que l'attirail terroriste n'était qu'une tenue de peinture industrielle ! Dans la même semaine, la police arrêta Abderazak Besseghir, bagagiste à Roissy et musulman. Des armes avaient été découvertes dans son coffre, en quelques heures il est devenu le terroriste numéro un. Il fallait des coupables pour prouver la réalité de la menace[23].

Tout ceci était faux et il fut libéré quelques semaines plus tard. Pourtant, dans la même période, 200 salariés de la plate-forme aéroportuaire de Roissy se virent retirer leur carte de travail pour délit de faciès, fréquentation d'une mosquée considérée dangereuse par la police...[24] Aujourd'hui encore, plusieurs dizaines de jeunes croupissent en prison, accusé de terrorisme islamiste, alors qu'il n'y a aucune preuve. Le racisme se banalise, le harcèlement policier devient quotidien, c'est ce qui s'appelle des « actions préventives contre des menaces potentielles » !

II - Foulard et oppression des femmes

Un argument majeur pour exclure les filles qui portent le foulard est que celui-ci constitue une oppression.

Effectivement, les religions dans leur ensemble reproduisent les idées et les modèles dominants. Toutes les religions entretiennent des valeurs familiales, qui veulent cantonner les femmes dans un rôle subalterne principalement valorisé par la reproduction, alors que l'autorité du père est mythifiée. Mais ceci n'est pas propre à l'Islam. Dans nos sociétés occidentales, c'est bien la religion catholique qui condamne la contraception et l'avortement, interdit le divorce et justifie les inégalités entre sexes.

Avoir conscience des valeurs réactionnaires véhiculées par les religions ne justifie en aucune manière les exclusions. En effet, si on pense que les filles qui portent le foulard sont opprimées, il est totalement contradictoire de vouloir les exclure de l'école où elles côtoient d'autres jeunes filles qui ne le portent pas et où elles peuvent avoir accès à des possibilités d'émancipation. Le point de vue de ceux qui défendent les exclusions est donc totalement contradictoire : ils considèrent les filles qui portent le foulard comme des victimes, et c'est sur celles-ci que s'exerce la répression ! L'exclusion ne fait alors en réalité que renforcer l'oppression.

Le sexisme est dans la société

« Le foulard est incontestablement une marque de discrimination des femmes, intolérable pour un pays de droit comme le nôtre »[25]. **Beaucoup de ceux qui justifient les exclusions au nom du droit des femmes oublient que l'oppression des femmes est forte dans notre société. On nous présente souvent un monde occidental « progressiste, avancé » où la situation des femmes serait bonne, qui donnerait l'exemple aux musulmans « arriérés ». Faut-il leur rappeler que** « notre » société est profondément sexiste :

- à emploi équivalent, les hommes gagnent en moyenne 25 % de plus que les femmes
- 85% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes
- dans les couples, les femmes s'occupent de 98 % des lessives, 96 % du temps de ménage, 80 % du temps de courses
- 12 % des députés en France sont des femmes[26]

Les familles musulmanes, immigrées reproduisent ces mêmes schémas. Il est important de préciser qu'aucune statistique ne démontre qu'il y aurait plus de violences sexistes dans les familles musulmanes ou immigrées, à niveau de vie comparable. Par contre, il y a beaucoup plus de familles immigrées pauvres, qui vivent dans des banlieues pauvres, massivement touchées par le chômage. Il ne s'agit pas de nier que les femmes musulmanes soient opprimées, mais la racine de cette oppression ne réside pas dans l'islam, elle réside dans le rôle que joue la famille dans la société capitaliste. Le foulard symbolise la domination de l'homme sur la femme, c'est un de ses aspects mais on ne peut croire sérieusement qu'on combattra l'oppression en stigmatisant ce symbole, en focalisant principalement sur la question religieuse.

En effet, notre société « laïque et démocratique » regorge de symboles et de structures reproduisant cette oppression, en premier lieu le mariage, mais aussi plus largement car « l'idée de propriété va bien au-delà des limites du mariage légal »[27]. Le premier lieu de violence contre les femmes, de viols, de sévices aux enfants est la famille capitaliste (dans 90 % des cas de viols, le violeur fait partie de l'entourage ou de la famille de la victime[28]). Pourtant, il ne viendrait à l'idée de personne de dire que tous ceux qui se marient reproduisent et sont responsables de l'oppression des femmes. C'est pourtant ce raisonnement que reprennent beaucoup de militants de gauche qui justifient les exclusions : ce sont les jeunes musulmanes, opprimées en tant que femmes et en tant que musulmanes, qui sont en plus réprimées. Cela revient à leur infliger une « double peine », c'est totalement absurde.

Le poids des intégristes

On accuse aussi fréquemment les jeunes filles qui portent le foulard d'être manipulées par les intégristes. Alain Finkielkraut n'hésite pas à écrire « Elles sont obligées de mettre le foulard pour aller au gymnase, parce que celui-ci n'est pas dans l'établissement et qu'elles sont surveillées par des imams qui patrouillent à la sortie des cours pour vérifier qu'elles portent bien leur foulard »[29].

Ce pur fantasme est abondamment véhiculé par les hommes politiques, la presse, la télévision lors de chaque affaire. La sociologue Françoise Gaspard montre dans une très bonne étude le contraire : « Les affaires qui ont conduit à des exclusions de lycéennes, à Mantes ou à Lille, à Strasbourg ou à Goussainville, ont contribué à révéler en réalité, dans bien des cas, le foulard n'est pas imposé par les familles mais résulte d'un libre choix, n'est pas vécu comme une soumission mais comme une affirmation de soi. Ces jeunes filles sont le produit d'une société qui depuis 10 ans fait la chasse aux immigrés maghrébins »[30]. Le livre de Gaspard et Khosrokhavar montre même des choses surprenantes : « Nombre de filles voilées que nous avons rencontrées nous ont semblé plus proches d'une attitude moderne que certaines femmes et filles non voilées. Nombre d'entre elles récusent la polygamie, l'interdiction du travail à l'extérieur, l'inégalité des droits dans certains domaines, etc. » « Quand on discute avec elles, elles ne sont pas prêtes à renoncer à leur autonomie. Pas question notamment de rester à la maison, ou d'accepter un mariage contraint. » « Même les cheveux couverts, elles se meuvent selon la sensibilité corporelle de la société française, et non celle de la société islamique traditionnelle. Aux récréations, leur mouvement et leurs rapports avec les filles et les garçons le montrent fort bien. Elles n'évitent pas le corps à corps avec les autres : elles ne sont pas dans un "espace de pudeur", impénétrable aux garçons ; elles n'ont pas l'appréhension de la promiscuité avec eux ; elles n'incarnent que très imparfaitement l'ethos rigoriste des sociétés méditerranéennes traditionnelles »[31].

En 1994, lors d'une précédente affaire, le ministre de l'éducation Bayrou envoya des émissaires du ministère, deux jeunes femmes issues de l'immigration, rencontrer les jeunes filles portant le foulard. Le rapport va à l'opposé de tous les préjugés, d'ailleurs il ne fut que très peu diffusé. Une émissaire raconte : « Paradoxalement, c'est un phénomène d'émancipation. Avec leur foulard, elles se sentent affranchies. En se plaçant sous l'autorité de Dieu, elles se libèrent de l'autorité de leurs pères et de leurs frères... Une d'elles m'a même dit que depuis qu'elle portait le voile, elle allait à des débats, des colloques »[32].

Comme le souligne Pierre Tévamian, l'équivalence "foulard = soumission" est extrêmement simplificatrice[33], il arrive au contraire que le foulard soit utilisé par des jeunes filles par ailleurs dominées, comme moyen d'émancipation. Il ne s'agit pas d'idéaliser le rôle que peut jouer la religion, qui est aussi un outil de domination, mais de montrer que dans une société raciste où les immigrés et les musulmans sont opprimés, la religion peut jouer un rôle pour se forger une identité, pour résister. En effet, les politiques d'austérité successives ont précarisé et marginalisé des couches entières de la population, avec un racisme d'Etat grandissant.

En fait, pour ceux qui défendent l'exclusion, ils attribuent au contraire une spécificité à l'Islam : « Le voile n'est nullement un simple signe religieux, comme la croix, que filles ou garçons peuvent porter au cou », c'est « l'étoile jaune de la condition féminine »[34]. **L'islam est comparé au fascisme et donc doit être combattu. Un député de droite précisait sa pensée en indiquant que la loi ne devait pas s'opposer aux insignes religieux en général mais au foulard musulman en particulier, qu'il s'agissait de stigmatiser car il constitue une menace spécifique. Or il est totalement absurde de comparer le foulard en France et le fascisme.**

Il y a aussi une confusion qui est largement répandue chez certains, qui est particulièrement scandaleuse : l'amalgame entre l'Islam en France et l'islam des pays où il est une religion d'Etat (Arabie Saoudite, Iran). On ne peut pas mettre un signe d'égalité entre les deux et rendre responsable les jeunes filles qui portent le foulard en France de la situation des femmes là-bas. Pourtant certains disent que porter le foulard en France, est une acceptation des attaques contre les femmes là-bas. C'est totalement absurde, les jeunes filles qui portent le foulard en France veulent garder leurs droits, elles luttent justement pour pouvoir étudier à l'école publique et non dans une école religieuse. Comme le disait une étudiante de Censier : « on peut lutter ici pour le droit à pouvoir porter librement le foulard et soutenir la lutte des femmes en Iran pour avoir le droit de ne pas le porter »[35].

Lutter pour les droits des femmes et contre le racisme

En France, c'est le gouvernement de droite qui constitue la principale menace pour les droits des femmes en France aujourd'hui et non les jeunes musulmanes. La droite veut ainsi réintroduire le salaire maternel et renvoyer les femmes au foyer, sa réforme des retraites touche plus particulièrement les femmes. A propos des débats soulevés par la question du foulard, la droite a eu des réactions ouvertement sexistes et réactionnaires : Darcos vient ainsi de déclarer à propos des jeunes filles qui montrent leur nombril ou leur string « C'est normal que l'on demande aux jeunes filles, lorsqu'elles commencent à être désirables, de faire en sorte qu'elles ne provoquent personne »[36] ! D'autres parlent de remettre en cause la mixité à l'école. Le PS, qui prétend soutenir la cause des femmes en soutenant les exclusions, a eu moins de scrupule lorsqu'il a réintroduit le travail de nuit des femmes.

Nous devons donc lutter contre toutes les tentatives de remise en cause de l'avortement, de la contraception... Nous luttons pour que plus de moyens soient donnés pour que les femmes puissent s'émanciper : construction massive de crèches, gratuité du divorce, égalité réelle et non seulement formelle des droits au travail.

Parce qu'elles sont bien réelles, les discriminations peuvent amener les opprimés à croire que leur oppression est la principale cause de leur situation. Parce que les musulmans sont discriminés en France, ils peuvent alors penser que c'est parce que l'islam n'est pas respecté et appliqué. De jeunes arabes en France peuvent penser que la seule communauté dans laquelle ils peuvent trouver de la solidarité dans une société raciste est la communauté musulmane, cela conduit à revendiquer une place pour la religion musulmane. De manière confuse, souvent inconsciente, c'est déjà un combat, une forme de résistance d'affirmer sa religion musulmane dans une société raciste et islamophobe car cela amène à se confronter aux préjugés racistes. Dans les années 60, aux USA, dans une société profondément raciste, Malcolm X[37] et le boxeur Mohamed Ali[38] expliquaient leur adhésion à la *Nation of Islam* par le fait qu'un descendant d'esclave devait rompre avec la religion chrétienne des esclavagistes. Cette affirmation faisait partie d'un cheminement qui les amena à combattre l'Etat américain raciste et oppresseur.

A gauche et à l'extrême gauche aujourd'hui, beaucoup justifient leur position de soutien aux exclusions au nom de la lutte contre l'oppression des femmes symbolisée par eux par le port du foulard. Le refus de combattre à leurs côtés une oppression réelle et reconnue par elles (le racisme anti-musulmans) est justifié par la volonté de combattre, contre elles, ce qui serait un symbole d'oppression des femmes. Cette conception de la lutte amène à penser qu'une minorité, bien intentionnée, qui détiendrait la vérité, pourrait convaincre la majorité hors de tout processus de prise de conscience au travers de l'expérience des luttes et la confrontation d'idées.

Les jeunes musulmanes deviennent ainsi des dangers qu'il faut combattre, exclure au lieu de mener un combat commun contre le racisme et à travers cette lutte pouvoir aussi commencer à les gagner à d'autres combats, contre le sexisme, contre le capitalisme. Cette vision rappelle les justifications données dans d'autres circonstances. Lors de la guerre en Afghanistan, une des raisons avancées était de libérer les femmes afghanes de leur oppression, de la burqa... On a bien vu qu'aucune émancipation ne pouvait être gagnée de l'extérieur, surtout pas en s'appuyant sur l'Etat, lui-même sexiste, raciste et impérialiste. Comme le disait Yves Sintomer dans une tribune à propos des exclusions d'Aubervilliers, « émanciper de force les jeunes filles »[\[39\]](#) est une totale illusion. Notre vision est l'autoémancipation, c'est par la lutte que les opprimés et les exploités peuvent se libérer eux-mêmes.

L'exclusion ne peut être que contre-productive, elle maintient les jeunes musulmanes à l'écart des autres, elle ne peut que les renforcer dans une vision des choses qui repose sur l'opposition entre musulmans et non musulmans.

III- Foulard et laïcité

L'autre argument le plus fréquemment avancé pour justifier l'exclusion est la défense de la laïcité, qui serait remise en cause par les filles qui portent le foulard à l'école. La définition première de la laïcité est que l'école est « *indépendante de toute confession religieuse* »[\[40\]](#). Elle ne signifie pas que les élèves n'ont pas de conviction religieuse. La théorie de ceux qui dirigent le système actuel est que l'école laïque serait neutre. L'école doit être un « sanctuaire » apolitique, préservant les enfants des bagarres que se livrent les adultes. Pourtant l'école laïque est tout sauf neutre, comme le montre son histoire[\[41\]](#).

Naissance de l'école laïque

Sous le féodalisme, il y avait une quasi fusion entre le pouvoir temporel, représenté par le roi, et le pouvoir spirituel représenté par l'église, tout au moins en Occident. Dans sa lutte pour le pouvoir, la bourgeoisie lutte donc contre l'idéologie religieuse. Idée apparue lors de la Révolution française, la laïcité est l'enjeu de nombreuses luttes au 19^e siècle. La bourgeoisie triomphante va progressivement conquérir les bastions de l'ancien régime. Il fallait déposséder l'Eglise catholique et lui arracher le contrôle de l'enseignement afin d'inculquer au peuple l'idéologie conquérante de la nouvelle classe au pouvoir. La volonté de la bourgeoisie d'ouvrir l'école avait un aspect progressiste, en même temps la bourgeoisie donnait à la laïcité un aspect élitiste, justifiant les inégalités sociales selon le mérite.

Face à la croissance des premiers syndicats et des premiers partis socialistes, les membres les plus éclairés de la bourgeoisie comprennent qu'il est nécessaire d'étendre rapidement aux classes laborieuses l'éducation républicaine. Jules Ferry, fondateur mythique de l'école laïque, déclara clairement : « Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'Ancien régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 »[\[42\]](#). Les dates qu'il cite sont celles de la naissance et de l'écrasement de la Commune de Paris. L'éducation est devenue un enjeu majeur. En 1880, il y a 75 000 écoles, scolarisant 5 600 000 élèves dans les salles d'asile et les écoles primaires publiques ou privées[\[43\]](#).

La bourgeoisie républicaine veut un système d'Etat, enfin séparé de la domination de l'église catholique. En 1881 Jules Ferry fait voter la loi rendant l'école gratuite et obligatoire, en 1882 c'est la loi sur la laïcité de l'enseignement public. L'école républicaine est enfin née. En séparant l'école publique de l'église catholique, Jules Ferry prétend mettre en place une école neutre et laïque.

Il fallait la rendre gratuite et obligatoire pour montrer que la scolarisation de tous était un impératif de l'Etat qui s'imposait aux familles sous la surveillance d'une commission municipale scolaire, et assurer cette obligation entre 6 et 13 ans, alors qu'en 1880 encore beaucoup d'enfants ne fréquentaient assidûment l'école qu'entre 8 et 10 ans. Une présence plus longue et plus régulière, voilà le but recherché pour que l'école joue efficacement et pleinement son double rôle d'instruction et d'éducation. Grâce à l'éducation, il s'agit de former la masse de la population pour répondre au besoin croissant de main d'œuvre qualifiée nécessitée par l'industrialisation et le développement du capitalisme, mais aussi d'éviter que la Commune se reproduise.

Jules Ferry envoie ainsi une lettre aux instituteurs, les fameux « hussards de la République » : « Faire aimer la République est une politique nationale : vous pouvez, vous devez la faire entrer, sous les formes voulues, dans l'esprit des jeunes enfants »[\[44\]](#).

La prétendue neutralité de l'école ne fait que cacher le véritable monopole idéologique qu'exerce le gouvernement sur l'enseignement. L'école est ainsi mise au service de la politique colonialiste et militariste de l'Etat. En 1885, Ferry, que l'on surnommait « Tonkin-Ferry » (le Tonkin étant le nom donné au nord du Vietnam colonisé), déclare ainsi à l'Assemblée nationale que la colonisation est juste car « les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures, un droit parce qu'il y a un devoir pour elles, celui de civiliser les races inférieures »[\[45\]](#). Yves Gaujuet, directeur du musée national de l'éducation, révèle des aspects longtemps occultés : « C'était l'époque des « bataillons scolaires ». Une invention républicaine due à Paul Bert et lancée en 1882. Il s'agissait de profiter du passage des élèves à l'école primaire pour leur inculquer à coups d'exercices militaires des notions de « citoyenneté patriotique ». Les enfants s'exerçaient à défiler avec un faux fusil avec baïonnette en bois, mais ils faisaient aussi des exercices de tirs à balle réelle, hors de l'école, dans des stands de l'armée. Les récompenses, des croix d'honneur, sont les copies conformes des médailles militaires et pour les punitions, les martinetts ont passablement servi »[\[46\]](#). Pour Jules Ferry, l'école est un moyen pour « dresser » des masses ignorantes, dirigées par une élite civilisatrice, la bourgeoisie républicaine.

L'école va être le moyen de créer et répandre partout des mythes sur la nation et l'histoire de France : « L'image de la France comme une « personne » est née dans une culture écrite, transmise de siècle en siècle, au sein d'une élite de clercs, de nobles, d'intellectuels aristocrates et bourgeois, dont la bourgeoisie fondatrice de la 3^e République était l'héritière. Cette dernière mit en forme, pour l'école publique, une vulgate historique de la France une et indivisible créée par les rois et relayée par la nation révolutionnaire. Sur la table rase de l'ancienne religion royale, une religion de la France, inspirée par la version nationaliste et jacobine de la Révolution, fut le socle de l'imaginaire républicain »[\[47\]](#).

Marx et Engels expliquaient il y a 150 ans déjà : « Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante »[\[48\]](#). L'idéologie républicaine n'échappe pas à cette règle. Jules Ferry n'a jamais voulu une école neutre. Il a voulu une école au service de la bourgeoisie. Fondateur mythique de l'école républicaine, laïque, Jules Ferry n'hésita pas à multiplier les concessions aux conservateurs : « Il existe alors un consensus républicain pour abolir les dispositions portant sur le contrôle des institutions par le clergé. Cela permet, en quelque sorte, de libérer la liberté de pensée. Mais Jules Ferry, au nom de la liberté de conscience, aurait voulu qu'un cours facultatif de religion puisse exister. C'est finalement une autre solution qui a prévalu : la vacance scolaire, un jour par semaine, pour faciliter le maintien du catéchisme »[\[49\]](#).

L'église catholique a pu maintenir dans la plupart des écoles publiques une aumônerie. Le calendrier scolaire fut construit autour du calendrier catholique. Les crucifix sont maintenus dans la plupart des classes. Jules Ferry lui-même exalte les valeurs chrétiennes et la nécessité pour les instituteurs de développer les valeurs spirituelles. En même temps que l'Etat développe son contrôle sur l'éducation, il favorise l'école privée, élitiste et réactionnaire. En 1880, les effectifs des écoles confessionnelles, quasi exclusivement catholiques, sont de 500 000, et passent à 1 250 000 au début du siècle[\[50\]](#).

L'école est tout sauf neutre. Elle est un outil idéologique et politique essentiel de la politique de colonisation. Pour installer des relais « blancs » dans les colonies, pour exploiter et piller sans vergogne ces pays, l'Etat a un besoin important de main d'œuvre. Les missions catholiques vont être tout au long de la colonisation un relais idéal. Un fusil dans une main, un crucifix dans l'autre, l'Etat français allait civiliser l'Afrique, l'Asie... La laïcité servait de masque quand à la véritable nature de l'école capitaliste. Ce fut seulement en 1905 que fut proclamé officiellement la séparation de l'église et de l'Etat. Les congrégations religieuses avaient ouvertement pris position contre Dreyfus, véhiculant toutes les pires campagnes antisémites. C'est à cette époque qu'apparurent les premières ligues fascistes. Le génocide des communards n'avait pas suffi à briser la résistance ouvrière. Une partie de la gauche, autour de Jaurès, fut très active dans la campagne de soutien qui réussira à innocenter Dreyfus après plus de 10 ans de luttes. En 1905, 10 ans après la création de la CGT et l'année de la fondation du parti socialiste, sous la pression des forces de la gauche, la bourgeoisie doit céder, la séparation de l'Eglise et de l'Etat est proclamée.

Pourtant, jamais, la place de l'église dans l'école ne sera sérieusement combattue. Parce qu'elle a continuellement besoin d'une idéologie et de mythes pour maintenir sa domination, la bourgeoisie n'a jamais voulu véritablement lutter contre les institutions religieuses, en particulier elle s'est bien souvent alliée avec la hiérarchie catholique. En 1914, au moment même où commence la Première Guerre mondiale, la loi qui interdisait aux congrégations religieuses d'enseigner est suspendue, puis elle sera abrogée par le régime de Vichy en 1940. En 1918, après la Première Guerre mondiale, elle n'appliquera pas la loi de 1905 en Alsace Moselle (région appartenant auparavant à l'Allemagne) car elle a besoin de s'allier avec la hiérarchie catholique réactionnaire pour contrer le développement des luttes ouvrières inspirées par la révolution russe[\[51\]](#).

En 1951, de nouvelles concessions sont faites : autorisation du financement des établissements privés. En 1959, de nouvelles facilités sont offertes aux établissements religieux sous contrats, dont les enseignants et les frais d'externat sont payés par l'Etat.

Après la victoire de 1981, la gauche renoncera aussi rapidement à affronter les milieux traditionnellement à droite qui soutiennent l'enseignement catholique. Mitterrand avait promis le « Spulen », c'est à dire un grand Service public unifié et laïc de l'Education nationale, qui devait supprimer l'enseignement confessionnel. En 1984, alors que la droite se mobilise pour l'école privée, le gouvernement de gauche abandonne ce projet, Alain Savary, qui voulait remettre en cause les privilèges du privé, est remplacé par Jean Pierre Chevènement qui revient à la loi Debré de 1959.

Droit à l'école pour tous et toutes

La laïcité, pour nous, cela doit être le droit à l'école pour tous. Or celui ci n'est pas respecté. L'Etat refuse les moyens pour embaucher, construire des locaux, avoir du matériel. A titre de comparaison, après le mouvement des 500 000 lycéens en 1998, le gouvernement a « généreusement » donné 200 millions de francs à répartir entre tous les lycées, c'est le montant de la participation de l'Etat aux Journées mondiales de la jeunesse, lors de la venue du pape en 1997 !

La laïcité que nous défendons concerne la séparation de la religion et de l'enseignement, et non une quelconque prise de position sur les croyances religieuses des élèves. Nous sommes opposés au fait que l'enseignement soit lié d'une manière ou d'une autre aux institutions religieuses. Ce combat est loin d'être réglé. En décembre 1999, une mère d'élève, dont la fille de 14 ans continuait de refuser à suivre les cours d'enseignement catholique dans son collège public d'Hagondange en Moselle, a été privée de ses allocations familiales par la caisse compétente saisie par l'inspecteur d'académie, elle était en outre menacée de poursuites pénales[52]. En Alsace et Moselle, les cours de religion sont obligatoires. Un CAPES de religion a même été créé par le gouvernement Jospin (avec des enseignants de religion catholique, protestante et juive mais pas musulmane alors que c'est la deuxième religion de France...). Nationalement, l'enseignement privé, à 95 % catholique, est largement financé par l'Etat. Il y a 1 500 aumôneries catholiques dans l'enceinte même d'établissements publics[53]. Le calendrier scolaire lui-même n'est pas neutre. On reproche à des élèves musulmans de s'absenter pour l'Aïd, mais les vacances sont à Noël, Pâques, la Toussaint, les jours fériés sont basés sur le calendrier catholique. Luc Ferry veut réintroduire des cours de « fait religieux », donnés par des prêtres, des pasteurs ou des établissements publics. S'il s'agit de lutter pour la défense de la laïcité, on voit donc que de nombreux combats sont à mener, au lieu de s'en prendre à quelques milliers de jeunes filles musulmanes[54].

Aujourd'hui, la défense de la laïcité peut servir à défendre des valeurs réactionnaires et revenir sur un certain nombre d'avancées qui ont été gagnées en 1968. Certains, à gauche comme à droite dénoncent à juste titre la présence envahissante des marques à l'école, sur les tee-shirts, les chaussures, les cahiers... Leur proposition est de rétablir la « blouse », c'est-à-dire revenir à l'uniforme. A partir d'un souci juste, on peut ainsi arriver à des conclusions réactionnaires si on déconnecte ces questions des luttes. En effet, l'uniforme n'est absolument pas plus progressiste que la présence des marques. L'uniforme n'a jamais remis en cause les inégalités sociales. Le port de l'uniforme s'inscrit en fait dans un retour à l'autoritarisme et aux valeurs morales. Luc Ferry incarne bien ce combat réactionnaire, comme il le dit lui même, il faut « combattre l'esprit 68 »[55]. Dans une tribune du *Monde*, il explicite le sens de sa politique générale : « Grave est le message envoyé aux jeunes générations, notamment à travers l'idéologie qui anime la loi sur les 35 heures : celui selon lequel le travail c'est l'ennemi et que le sens de la vie tout entier serait dans l'accroissement des loisirs. C'est là une erreur, et même une faute qui risque de déstabiliser tous nos dispositifs éducatifs, déjà davantage orientés par la crainte de l'ennui que vers le goût de l'effort »[56]. En reprenant la politique du MEDEF, il ignore volontairement tous les vrais problèmes : suppressions de postes, précarité, difficultés économiques et sociales des familles, destruction progressive du service public pour aboutir à une école encore plus inégalitaire, et en partie privatisée. La politique éducative de Raffarin aura le même résultat que celles de Reagan ou Thatcher, c'est-à-dire une école encore plus inégalitaire. Pour cela, il faut s'attaquer à la jeunesse, celle qui est descendue dans la rue contre Le Pen, Bush, celle qui s'est retrouvée au Larzac. Voici donc la recette (empoisonnée) de Luc Ferry : « L'illusion pédagogique par excellence, celle qui a fait tant de ravages dans les dernières décennies tient à ceci : on a cru trop longtemps qu'il était possible de séparer motivation et contrainte »[57]. Il faut « mater la jeunesse » ! En s'attaquant aux jeunes musulmanes, Darcos, adjoint de Ferry, a déclaré à propos d'Alma et Lila : « Si l'on aime pas République française, il faut aller ailleurs »[58]... L'attaque sur les jeunes musulmanes n'est qu'un début, on commence à habituer à obéir à une autorité plus forte, comportement que tout salarié doit ensuite reproduire dans l'entreprise.

En réduisant les budgets, Ferry et précédemment Lang ou Allègre amènent les écoles à chercher des contrats avec le privé, les gouvernements successifs de droite et de gauche ne cessent de favoriser l'entrée croissante des entreprises à l'école. Notre laïcité à nous, c'est « entreprises hors des écoles », « l'école n'est pas une marchandise », « école gratuite pour toutes et tous »... Il faut développer le mouvement anticapitaliste, soutenir les profs qui combattent la marchandisation de l'école

La laïcité fut une valeur que la bourgeoisie porta dans sa lutte contre l'aristocratie. C'est maintenant la bourgeoisie qui a besoin d'une religion pour justifier sa domination, réduisant les idéaux de 1789 à des mythes. Ainsi, une véritable laïcité exigerait deux conditions : d'une part la séparation complète des institutions religieuses et de l'Etat ; d'autre part la constitution d'une école publique unique et totalement gratuite, ouverte à tous, croyants ou non, quelle que soit la religion, indépendante de tout intérêt privé.

Une école « neutre » est une illusion, nous voulons une école ouverte sur le monde, où les débats qui règnent dans la société fassent partie intégrante de l'école. La laïcité actuelle empêche la liberté d'expression, elle fragilise encore plus les opprimés ; comme il y a 100 ans, l'école est toujours soumise aux intérêts capitalistes. Au contraire, nous luttons pour une école qui unisse les opprimés et les exploités, où l'on refuse tous les tabous, qui étudie toutes les religions, les idées, le patrimoine culturel de toutes les sociétés, qui fasse de l'histoire humaine, non un moyen de domination, mais d'émancipation. Cette école se heurte directement aux institutions étatiques bourgeoises, et nécessitera le renversement de l'ordre dominant. Seule la classe ouvrière, alliée aux opprimés, classe la plus nombreuse et la plus assoiffée de connaissances parce qu'elle en est privée, y a intérêt.

IV - Marxisme et religion

Utilité de la tradition marxiste pour analyser la religion aujourd'hui[\[59\]](#)

Il y a trente ans, à l'image de la France et d'autres pays industrialisés, la religion semblait prendre de moins en moins d'importance dans le monde. Mais depuis les événements entre autres de l'Irlande du nord, de la Pologne, de l'Iran et de l'Algérie, nous voyons l'impact qu'elle peut encore avoir sur la vie politique d'un pays. La question du foulard montre à nouveau les passions qu'elle peut soulever d'où l'importance d'avoir une analyse précise de ce que représente la religion et de l'attitude qu'il faut avoir à son égard.

En s'appuyant sur les enseignements de la tradition marxiste, de nombreuses erreurs peuvent être évitées et il est ainsi possible de développer une stratégie qui aille au-delà de la réaction dogmatique. Notre point de départ est, comme le disait Marx, que " c'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme " [\[60\]](#). Comme les marxistes font une analyse matérialiste de la société humaine, les idées - y compris les idées religieuses - sont une réponse aux conditions matérielles de vie.

Dans l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Marx commence son analyse de la religion en évoquant la réponse de l'être humain à sa situation : « L'homme, » dit-il, « c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, conscience inversée du monde, parce qu'ils sont eux-mêmes un monde à l'envers. » [\[61\]](#)

Dans une société divisée en classes, les gens sont privés du contrôle sur le produit de leur travail, sur leur vie et sur le monde dans lequel ils vivent. Le désir de contrôler leur vie est donc projeté sur un dieu surnaturel et tout-puissant. L'absence de contrôle de leur vie et l'existence des inégalités sur terre, sont ainsi légitimés et rendus acceptables par le rêve d'une vie éternelle après la mort.

Dans un passage souvent cité de manière incomplète, Marx développe cette idée : « La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, la chaleur dans un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. » [\[62\]](#)

Et enfin, sur la disparition de la religion il écrit : « Abolir la religion en tant que bonheur illusoire du peuple, c'est exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole. » [\[63\]](#)

L'exemple de la Pologne

A la lumière de ce passage très riche nous pouvons commencer à comprendre le rôle très complexe que joue la religion aujourd'hui. Prenons l'exemple de la Pologne où les contradictions se sont manifestées de manière particulièrement nette.

En Pologne les exemples abondent pour confirmer le rôle d'« L'opium du peuple », (la partie la plus connue de la citation de Marx) que joue la religion, qui endort les gens et prône la passivité.

Depuis les années 50, la hiérarchie catholique avait entretenu avec le régime stalinien des rapports complexes d'opposition et d'entente. A chaque fois que le régime se trouva en difficulté, il fit appel à l'Eglise pour calmer les esprits et à chaque fois elle remplit bien ce rôle.

En 1956, face à une montée de la contestation populaire, le régime fit des concessions importantes à l'Eglise et relâcha des opposants internés en 1953. L'un d'entre eux, le Cardinal Wyszynski, à peine sorti de prison, s'adressa au peuple : « Les Polonais savent mourir glorieusement. Mais, chers compatriotes, les Polonais doivent aussi savoir travailler glorieusement... »[64]

En 1970, après les massacres d'ouvriers dans les villes de la côte baltique, Wyszynski de nouveau supplia la population de « n'accuser personne, de pardonner et de se mettre au travail », pour qu'il puisse y avoir « plus de pain pour la patrie... »[65].

En 1976 et 1980, avec concessions et appels à la « responsabilité »[66], le même scénario se répéta. Mais s'il faut dénoncer cet aspect de la religion, en rester là ne suffit pas pour comprendre et combattre son influence.

La nature contradictoire de la religion

Car la religion est aussi une réponse à un monde réel qui change et sa caractéristique propre est sa grande capacité à s'adapter. Le christianisme, par exemple, a su justifier et défendre l'esclavage comme le féodalisme, puis le capitalisme. Il peut adapter son attitude aux pauvres qu'il prétend défendre et même aux mouvements populaires. Car, comme disait Marx, la religion est peut-être l'expression de la détresse réelle et donc un refuge – « la chaleur dans un monde sans chaleur » -mais aussi la « protestation contre la détresse réelle... », « le soupir de la créature opprimée ».

Pour garder les fidèles, et donc le contrôle sur eux, les chefs religieux, lorsqu'ils se trouvent en opposition à un régime, sont capables de reprendre les revendications des masses populaires. Certains prêtres qui vivent plus près de leur base et subissent les mêmes conditions de vie peuvent même être très radicaux.

En Pologne, des militants ouvriers, qui comme Lech Walesa, luttèrent contre l'exploitation et pour la justice sociale, ont trouvé une force de combat dans leur foi religieuse. Il est indéniable que les messes dans les usines, les rassemblements au sein des églises ou à la sortie des messes célébrées par des prêtres radicaux ont permis de souder l'opposition au régime.

Il est donc très dangereux de rejeter un mouvement simplement parce que ses dirigeants ou ses participants ont des illusions religieuses. Nous devons être très attentifs à la révolte des opprimés lorsqu'elle trouve son expression à travers des idées religieuses. Mais savoir reconnaître leur révolte et les soutenir quand ils s'opposent à leurs oppresseurs ne signifie pas cacher nos critiques vis-à-vis des aspects réactionnaires des mouvements et de la religion en général comme solution. Car même dans ses versions les plus progressistes, la religion reste une impasse et un obstacle à l'auto-émancipation de la classe ouvrière.

La hiérarchie religieuse, par sa place dans la société, sa bureaucratie non élue, est toujours une force conservatrice. La possibilité pour elle de marginaliser ou de mettre au pas une base plus radicale est toujours présente. Plus encore, ce sont les idéologies mêmes des religions qui posent problème, car elles finissent par influencer jusqu'au militant de base croyant le plus radical.

Fondées sur l'irrationalité d'un monde « au-delà », elles sont incapables de fournir une compréhension scientifique de la société et de son fonctionnement. A la place de la notion de la lutte de classes, elles prêchent la conciliation des classes et la notion d'une société composée d'individus bons ou mauvais. Ainsi, Walesa, qui pendant des années a su mener une activité militante clandestine au sein de la classe ouvrière, a répandu les pires illusions sur le « brave individu Jaruzelski »[67], soldat comme lui de l'armée polonaise et susceptible, d'après lui, d'écouter la voix de la raison.

Pour illustrer l'analyse marxiste, nous avons utilisé l'exemple de la Pologne, mais elle s'applique aussi à d'autres pays et à d'autres religions. En Amérique Latine, cette double nature, (d'opium et de protestation) est clairement présente dans l'opposition, entre une hiérarchie religieuse proche des régimes conservateurs en place, et des prêtres sur le terrain adeptes de la théologie de la libération, proches, voire membres de l'opposition la plus radicale.

Aujourd'hui, on voit la même dynamique avec l'islam en France. Pour des milliers de jeunes, c'est une protestation confuse contre une société inégalitaire et raciste. Nous ne pouvons ignorer cette révolte sous peine de laisser comme seule direction à ces jeunes celle de la hiérarchie musulmane. Or celle-ci montre très clairement sa nature conservatrice. Les dirigeants musulmans sont les premiers à accueillir le raciste Sarkozy à la mosquée de Paris ou au congrès annuel de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France). Dalil Boubaker et l'UOIF n'ont pas clairement soutenu Alma et Lila (leur père étant juif athée, elles ne symbolisaient pas les « bonnes musulmanes »),

ils ont déclaré que si une loi interdisait le port du foulard à l'école, ils demanderaient à leurs fidèles de l'appliquer. Ils ne veulent pas d'une confrontation avec l'Etat qui remettrait en cause leur situation sociale.

Combattre l'influence de la religion

Aujourd'hui, pour lutter contre l'influence des idées religieuses, la bataille doit se mener sur trois fronts.

Premièrement, il faut s'attaquer à ses racines. Comme le disait Marx : « Abolir la religion en tant que bonheur illusoire du peuple c'est exiger son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions », c'est changer « les conditions sociales d'où l'esprit est exclu » et en finir avec le « monde sans cœur »^[68]. C'est en proposant des actions concrètes au jour le jour et une stratégie d'ensemble capable de mettre fin à l'oppression et à l'exploitation qu'on peut lutter le plus efficacement contre l'impasse que représente la religion et attirer les plus révoltés vers une véritable solution à leurs problèmes.

Deuxièmement, et en particulier en ce qui concerne les masses opprimées comme les musulmans en France, nous devons être les plus ardents défenseurs de la liberté religieuse des minorités qui subissent les attaques de l'Etat. Une interdiction administrative et la répression qui s'ensuit ne font que renforcer l'influence des racistes et produisent l'effet inverse de ce que l'on voudrait en ce qui concerne la foi religieuse, qui en sort aussi renforcée.

Troisièmement, nous devons affronter la religion sur le terrain des idées : expliquer pourquoi nous sommes athées et pourquoi seule l'analyse marxiste permet de comprendre le monde dans lequel nous vivons. En même temps il faut une dénonciation sans pitié, de la hiérarchie religieuse d'une part, et des aspects clairement réactionnaires de certains mouvements religieux d'autre part. Nous dénonçons par exemple la collaboration du Pape avec le fascisme dans les années trente et le soutien que certaines hiérarchies de l'islam apportent aux dictatures du monde arabe. Nous combattons aussi le refus par l'église catholique du droit à l'avortement ou le statut inférieur de la femme imposé par l'islam.

Par contre, vis-à-vis de la base progressiste de ces religions qui partagerait souvent notre condamnation de la hiérarchie, il faut une critique plus fraternelle, mais non moins ferme, de leur religion et de la contradiction qui existe entre cette religion et leur volonté de changer la société.

En France dans l'immédiat, il faut s'attaquer au racisme et aux attitudes de rejet de la société qui alimente l'intégrisme en prenant la défense de ceux qui sont attaqués. Mais la clé de toute cette bataille reste la construction d'une alternative révolutionnaire qui pourra devenir un véritable pôle d'attraction pour tous les opprimés qui ont envie de se battre.

Car l'influence des religions dans le monde, de l'Iran à la Pologne en passant par l'Amérique Latine, le Moyen Orient et le Maghreb, n'a rien d'inévitable. Dans tous ces endroits un parti marxiste révolutionnaire aurait pu jouer le même rôle de rassembleur en proposant d'autres solutions. La tragédie était que de tels partis n'existaient pas.

Le stalinisme, qui fut le fossoyeur du socialisme révolutionnaire, fut longtemps une des seules alternatives qui semblait crédible. Avec l'effondrement des pays de l'Est, la religion ressurgit comme alternative. S'il fallait encore des preuves de la nature anti-ouvrière et anti-populaire de ces régimes, il suffit de voir à quel point ils furent incapables d'éliminer les racines des idées religieuses. L'interdiction des manifestations religieuses (que certains voudraient voir ici) ne fit d'ailleurs là-bas que les encourager.

Sous le socialisme, la liberté de pratiquer la religion de son choix, ou aucune, continuera à exister, et sera vraiment totale, mais on peut être sûr que la religion disparaîtra d'elle-même dans une société qui n'aura plus besoin de ce genre d'idées.

Enfin, comment mieux conclure que par un très beau passage du livre déjà cité où Marx entrevoyait, il y a déjà 150 ans, une telle situation : « La critique (de la religion) a dépouillé les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvraient, non pour que l'homme porte des chaînes sans fantaisie, désespérantes, mais pour qu'il rejette les chaînes et cueille la fleur vivante. La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme désillusionné parvenu à l'âge de la raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même. »^[69]

Conclusion

La question de l'oppression, que soulève le débat sur le foulard, est une question importante et complexe, à laquelle les marxistes doivent répondre. En effet, l'oppression divise la classe ouvrière et la politique qui consiste à « diviser

pour régner » renforce les capitalistes. Le révolutionnaire britannique Tony Cliff en donnait une image très juste : « Si je voyage dans un train répugnant de saleté, en tant que blanc sous le régime capitaliste je vais avoir le droit à une place près de la fenêtre. La femme ou le Noir auront un siège loin de la fenêtre et voyageront dans des conditions pires que les miennes. Mais le vrai problème, c'est le train. Nous n'avons aucun contrôle sur un conducteur qui nous conduit vers un précipice » [70].

Parce que les préjugés qui divisent entre Français et Arabes, chrétiens et musulmans... sont un des obstacles les plus importants sur la voie de l'émancipation des travailleurs, les révolutionnaires doivent avoir une position sans ambiguïté de défense des opprimés. Exiger comme préalable que la lutte des opprimés contre leur oppression (en l'occurrence celle des musulmans contre le racisme en France) soit, elle, dépourvue de toute ambiguïté revient à nier le rôle que joue l'oppression dans la domination de la classe dirigeante.

En effet, le racisme antimusulman affaiblit l'ensemble de la classe ouvrière, il divise encore plus ceux qui ont des intérêts communs. Ne pas le combattre peut avoir de graves conséquences. Il y a ainsi une centaine d'années, un des courants socialistes, dirigé par Jules Guesde, refusa de soutenir un juif, Dreyfus, parce que celui-ci était officier de l'armée et ne faisait pas partie de la classe ouvrière. Guesde disait que cela ne concernait pas les travailleurs [71]. Son inconséquence l'amena à ne pas combattre le poison du racisme (sous la forme de l'antisémitisme) qui divisa et affaiblit l'ensemble des travailleurs. Quelques années plus tard, en 1914, Guesde bascula dans le camp du nationalisme et du racisme le plus ignoble. Il devint ministre dans un gouvernement qui poussa les travailleurs français à massacrer leurs frères de classe allemands. Si la gauche radicale reproduisait aujourd'hui durablement la même erreur sur la question de l'islamophobie, elle pourrait le payer très chèrement.

Lors des conflits de l'automobile au début des années 1980, pour casser la grève dans un secteur à majorité composé de travailleurs immigrés, Pierre Mauroy, premier ministre socialiste, déclara que la grève était « manipulée par les ayatollahs » [72]. Mais cette stratégie ne fonctionne pas toujours. En 1982, la direction de Citroën tenta la même chose lors d'une grève : la provocation est allée jusqu'à fournir comme seule nourriture du porc et du vin aux nombreux travailleurs de confession islamique qui composaient les délégations syndicales. La direction n'avait pas prévu que ces vivres seraient refusés par tous les syndicalistes, français et immigrés ! [73]

Lénine a exprimé cela de façon très simple en 1902. Il a écrit que lorsque les travailleurs se mettent en grève pour des augmentations de salaires ils sont des syndicalistes ; ce n'est que lorsqu'ils font grève pour protester contre les violences faites aux juifs ou aux étudiants qu'ils sont véritablement socialistes [74]. La solidarité avec les jeunes musulmanes renforcera l'unité de tous les travailleur(e)s, quelle que soit leur religion. Cela aura un impact puissant pour lutter contre le racisme, mais cela renforcera aussi la confiance pour lutter sur d'autres questions.

Peu avant son assassinat, Malcolm X déclarait : « Nous vivons dans une époque de révolution et la révolte des Nègres américains fait partie de la rébellion contre l'oppression et le colonialisme qui la caractérise... Il est incorrect de classer la révolte des Nègres comme simplement un conflit racial des noirs contre les blancs, ou comme un problème purement américain. Nous assistons plutôt aujourd'hui à une révolte globale des opprimés contre les oppresseurs, des exploités contre les exploités » [75].

Remerciements :

A Ross Harold, Denis Godard, Sylvain Blachon, Nicolas Verdon, Hendrik Davi et Dominique Angelini pour le travail de relecture, de commentaires politiques, de mise en page et de correction. Cependant, les analyses développées dans cette brochure sont de la seule responsabilité de l'auteur.

[1] *Libération* 17/10/2003

[2] *Le Monde* 29/04/2003

[3] LCI 24/10/2003 - http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id_article=1315

[4] Emmanuel Sieglmann et Pauline Terminière, *Rouge, hebdomadaire de la LCR* 03/07/2003

[5] LA MONDIALISATION ARMEE Le déséquilibre de la terreur, Claude SERFATI (La Discorde - février 2001) - http://www.local.attac.org/attac92/article.php3?id_article=166 -

[6] Loi de programmation militaire - http://infocrise.org/breve.php3?id_breve=39

[7] *Le Monde diplomatique* – cahier L'empire contre l'Irak - <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/>

[8] Rapport annuel 2003 de la CNCDH – commission nationale consultative des droits de l'homme

[9] *L'Étincelle* n° 32 - octobre 2003

[10] O Roy dans *L'avenir de l'islam en France et en Europe* - Balland, Paris, 2003

[11] *L'avenir de l'islam en France et en Europe* - Balland, Paris, 2003

[12] Pierre Tévanian - *L'Étincelle* n° 32 - octobre 2003

[13] Pierre Tévanian – *Le racisme républicain. Réflexions sur le modèle français de discrimination*, L'esprit frappeur, février 2002

- [14] voir Race and class – Alex Callinicos – Bookmarks – 1993 – disponible en français sur www.socialismeparenbas.org
- [15] cité dans Pourquoi devenir socialiste révolutionnaire – Denis Godard – Socialisme international - 1994
- [16] Karl Marx – Lettre à Meyer et Vogt – 9 avril 1870 – cité dans Race and class
- [17] Hanifa Chérifi dans *L'Humanité* – 30/04/2003
- [18] *Lutte ouvrière* – 26 septembre 2003
- [19] Michel Wierworka dans *L'avenir de l'islam en France et en Europe* - Balland, Paris, 2003
- [20] Xavier Ternisien - *La France des mosquées* - éditions Albin Michel - septembre 2002
- [21] Rony Brauman dans *Antisémitisme, L'intolérable chantage* – Ed La Découverte – septembre 2003
- [22] agence Reuters – après l'explosion d'AZF le 21/11/2001
- [23] L'Étincelle – janvier 2003 – notre analyse fut confirmé quelque semaines plus tard, confirmant le fait que l'affaire Besseghir n'avait rien à voir avec le terrorisme
- [24] chiffre communiqué par un militant du syndicat Sud aérien travaillant sur la plate forme de Roissy
- [25] G. Salom, A. Seksig (conseillers du ministre socialiste Jack Lang), "Clarté, fermeté, laïcité", *Libération*, 12/11/1999
- [26] Chiffres cités dans Le ministère de la peur - Tévanian Pierre - L'ESPRIT FRAPPEUR – novembre 2003
- [27] Alexandra Kollontai voir domi
- [28] Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF)
- [29] Alain Finkielkraut - "*Le foulard et l'espace sacré de l'école*" (texte publié dans L'Arche, n°544-545)
- [30] F. Gaspard et F. Khosrokhavar, *Le foulard et la république*, Ed. la Découverte - 1995
- [31] idem
- [32] *Libération*, 8 décembre 1994
- [33] voir le site www.lmsi.net
- [34] Chahdortt Djavann - *Bas les voiles !* Gallimard 2003
- [35] L'Étincelle n° ? Cela rejoint la déclaration de Shirin Ebadi, prix Nobel de la Paix 2003, le 15 décembre 2003, qui estime qu'il ne faut pas "fermer l'école aux musulmanes sous prétexte de voile". "L'école est un lieu d'émancipation pour les femmes", fait-elle valoir. "Les fondamentalistes ne veulent pas qu'elles y aillent"
- [36] Xavier Darcos, ministre adjoint de l'éducation nationale, LCI – 12/10/2004 - <http://cequifautdetruire.org/laicite/6foulard.html>
- [37] *Autobiographie de Malcolm X* - Alex Haley - Ed. Grasset et Fasquelle
- [38] *Ali* – film de Michael Mann - 2001
- [39] « *Ne pas émanciper les filles de force* » - tribune de Irène JAMI et Anne-Sophie PERRIAUX et Yves SINTOMER et Gilbert WASSERMAN – 01/10/2003 - *Libération*
- [40] dictionnaire Petit Robert
- [41] ce chapitre est plus développé dans un texte d'Antoine Boulangé - *L'éducation n'est pas une marchandise* - http://www.socialismeparenbas.org/publications/educ_suite.htm
- [42] Jules Ferry cité par Suzanne Citron dans *Le mythe national, l'histoire de France en question* – Editions de L'atelier EDI - 1991
- [43] J.M. Gaillard - *Le Monde de l'Education* - juillet-août 2000
- [44] idem
- [45] Jules Ferry – discours aux députés le 28 juillet 1885 – cité par Suzanne Citron dans *Le mythe national*
- [46] *Le Monde de l'Education* - juillet-août 2000
- [47] Suzanne Citron - *Le mythe national* – Editions de L'atelier - 1991
- [48] K. Marx et F. Engels – *Le manifeste du parti communiste* – Edition de Pékin
- [49] *Le Monde de l'éducation* - juillet-août 2000
- [50] idem
- [51] idem
- [52] *US mag* – journal du SNES-FSU, principal syndicat de l'enseignement secondaire - septembre 2003
- [53] idem
- [54] une étude des Renseignements généraux (police politique) estime le nombre de jeunes filles portant le foulard à l'école à 1250, d'autres estime que c'est 4 fois plus, soit un maximum de 5000, sur 5 millions d'élèves dans le secondaire - http://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r1275-t2-2.asp#P1439_246722
- [55] Luc Ferry – *Lettre à tous ceux qui aiment l'école* – Ed. Odile Jacob – 2003
- [56] Luc Ferry – *Le Monde* - 15/10/2003
- [57] idem
- [58] Darcos – octobre 2003 - <http://cequifautdetruire.org/laicite/6foulard.html>
- [59] Ce chapitre reprend en grande partie un article de Ross Harrold paru dans le numéro 27 (novembre 1989) de *Socialisme International*, lors de la première « affaire du foulard » à Creil
- [60] Karl Marx - Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) – Editions sociales
- [61] K. Marx - Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel - Editions sociales
- [62] Karl Marx - Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) – Editions sociales

- [63] idem
- [64] cité par Colin Barker - *Festival of the Oppressed: Solidarity, Reform and Revolution in Poland, 1980-81* – Bookmarks – 1986 - repris dans le numéro 27 (novembre 1989) de *Socialisme International*
- [65] idem
- [66] idem
- [67] idem
- [68] Karl Marx - Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) – Editions sociales
- [69] Karl Marx - Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) – Editions sociales
- [70] Tony Cliff – *Arguments pour le socialisme par en bas* – Publications L’Etoile – 2000
- [71] Jules Guesde – *Les deux méthodes* – 1900 –
http://www.marxists.org/francais/guesde/works/1900/11/guesde_19001126.htm
- [72] Lutte Ouvrière n°1763 du 10 mai 2002
- [73] *L’Humanité*, cité par Gilles Kepel - *Les banlieues de l’Islam* - Editions du Seuil - Points actuels - 1991
- [74] Lénine – *Que faire ?* – Ed. de Pékin
- [75] Malcolm X, cité sur une affiche du SWP – Marxism 1998